

# La mission de l'Union européenne devient-elle impossible ?

Par AP

L'Union européenne (UE) pourrait-elle tenir son engagement d'observer les élections au Gabon ? La réponse à cette question n'est plus évidente. Le contexte politique qui prévalait lorsqu'une mission exploratoire était arrivée au Gabon ayant drastiquement changé. BOA semble vouloir s'inspirer de ce qu'a fait Pierre Nkurunziza au Burundi ou Denis Sassou Nguesso au Congo Brazzaville.

BOA a décidé de mettre l'armée en alerte rouge depuis le vendredi 7 juillet à 18 heures, en invoquant « l'infiltration des groupes terroristes » sur le sol gabonais. Cette alerte n'est pas limitée dans le temps. Le commandant en chef des Forces armées gabonaises, qui a signé cet ordre, s'est borné à indiquer que cet état sera permanent « jusqu'à nouvel ordre ». Cette situation est incompatible avec l'organisation d'une élection transparente, équitable et crédible. Le pouvoir ne manquera pas de se servir de cette situation pour empêcher ses concurrents d'aller à la rencontre des électeurs. Tout comme il peut se servir de cela pour les met-



tre hors-jeu. L'UE ne pourra pas trouver à redire, car ces décisions seront conformes aux lois qui régissent l'état d'alerte.

BOA agit ainsi au nom du soutien qu'il croit trouver dans l'attitude fort avenante de la diplomatie américaine à son égard. Au moment où plusieurs autres chancelleries poussent vers une solution « négociée » pour éviter un embrasement du Gabon, les Etats-Unis d'Amérique, selon nos sources, ont fait le pari contraire de la « solidité des institutions gabonaises ». Dans ce sens, ils ont appuyé la décision de BOA d'aller aux élections coûte que coûte. Alors même qu'aucun préalable pour la tenue des élections n'était réuni. Aujourd'hui, BOA montre clairement son

intention de se maintenir au pouvoir par la force. Dans l'espoir de l'en dissuader, l'UE avait obtenu de venir observer ces élections. Les Etats-Unis, a contrario, ne semblent pas très préoccupés par une telle issue. La diplomatie américaine choisit même ce moment pour s'afficher de manière ostentatoire avec BOA sous couvert de « manœuvres militaires ». Une manière d'entraîner une armée qui a désormais pour mission de mâter toute velléité de résistance. L'Amérique, dit-on dans certain milieu, éprouve de la reconnaissance pour Omar Bongo Ondimba. C'est lui qui a permis aux compagnies américaines d'avoir la part belle sur le pétrole équato-guinéen. Le soutien affiché pour BOA en dépit de

**Aujourd'hui, BOA montre clairement son intention de se maintenir au pouvoir par la force.**

tout bon sens est « juste un retour d'ascenseur », assure un connaisseur des relations américano-gabonaises.

\* L'UE ne risque-t-elle pas de jeter l'éponge ? Il est encore trop tôt pour se prononcer sur cette éventualité, assure un responsable du ministère gabonais des Affaires étrangères. Aussi, il ne « voit pas l'UE poursuivre sa mission lorsque le pouvoir passera à l'étape de la coupure de toutes les communications pour tenir lui aussi des élections à huis clos. » Cette éventualité n'est plus une vue de l'esprit. C'est l'étape suivante, indiquent plusieurs sources, si BOA parvient à être qualifié par la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap).